

SESSION PROGRAMMÉE — 1 demi-journée en visioconférence (3 heures)

• **Jeudi 5 novembre 2026, de 9h00 à 12h00**

Inscription DIF Élu en un clic : [s'inscrire sur moncompteformation.gouv.fr](https://s'inscrire.moncompteformation.gouv.fr)

Durée de la session : 3 heures (une demi-journée)

Domaine de formation : ELU0104 – Déontologie et prévention de la corruption

Prérequis : Aucun prérequis n'est nécessaire

Public : Élus,

Collaborateurs d'élus,

Cadres administratifs,

Agents de la collectivité.

Atteintes à la probité, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournement de fonds publics : les élus locaux et les agents sont exposés, souvent sans en avoir conscience, à des risques pénaux lourds dans l'exercice quotidien de leurs responsabilités. Cette formation courte, animée par un ancien magistrat de chambre régionale des comptes, permet de connaître les différentes formes d'atteinte à la probité, de repérer les situations à risque au sein de la collectivité et d'adopter les bons réflexes pour prévenir toute forme de corruption.

Les objectifs pédagogiques :

Cette formation a pour objectifs de permettre aux participants de :

- Connaître les différents types d'atteinte à la probité.
- Prendre conscience des risques existants au sein de la collectivité.
- Acquérir les bons réflexes pour éviter toute forme de corruption.

Le programme :

Les aspects juridiques :

- Les différentes formes d'atteinte à la probité.
- Les obligations de déclaration de patrimoine.
- Les institutions chargées de la lutte contre les atteintes à la probité.
- Le traitement judiciaire des actes de corruption.
- Études de cas sur des rapports publiés.

Les bonnes pratiques au sein des collectivités :

- La cartographie des risques.
- Les obligations pour les élus « intéressés ».
- L'organisation interne, le rôle de la hiérarchie.
- Les systèmes de contrôle internes.
- Les conditions de recrutement et de départ du personnel, la rémunération.
- L'encadrement de la fonction achat.
- Les relations avec les établissements publics rattachés.
- Jeux de rôle.

Les points forts de la formation :

- Le formateur, ancien magistrat de chambre régionale des comptes, fait part de son expérience récente au cours de laquelle il a pu détecter des cas d'atteinte à la probité, mais aussi constater de bonnes pratiques au sein de collectivités.
- Un format court (3 heures) pour acquérir les notions juridiques de base et les bons réflexes.
- Documents supports projetés, études de cas sur des rapports publiés, jeux de rôle.

Modalités pédagogiques :

- La formation est dispensée en visioconférence en présence de votre Formateur.
- Elle alterne apports théoriques, analyses de situations, échanges et exercices pratiques pour favoriser la mise en application.

Moyens pédagogiques :

- Plateforme de visioconférence.
- Accès à un extranet pédagogique.
- Les ressources pédagogiques (supports et documents) sont mises à disposition via cet extranet.
- Un appui technique peut être mobilisé pour l'aide à la connexion.

Ressources pédagogiques :

- Les participants ont accès à un ensemble de ressources pédagogiques numériques : supports projetés, documents d'analyse, études de cas, exercices et fiches méthodologiques.
- Ces ressources sont mises à disposition via l'extranet dédié avant, pendant ou après la formation, selon les besoins.

Modalités d'évaluation :

- Questionnaire sur les attentes.
- La validation des acquis du bénéficiaire s'effectue par un quiz de connaissances.
- Évaluation de la satisfaction à chaud et évaluation à froid à 6 mois.

Les résultats attendus :

- À l'issue de la formation, une attestation de fin de formation vous sera remise. Elle précisera les objectifs visés, les dates, la durée.

Formateur : Monsieur Xavier GIVELET

- Ancien élève de l'ENA (promotion Jean Monnet).
- Sous-préfet pendant 9 ans.
- Conseiller à la DATAR pendant 6 ans.
- Magistrat de chambre régionale des comptes pendant 6 ans.
- Formateur FDEL pour la déontologie, la prévention de la corruption, le fonctionnement des CCAS et le budget communal.



Financement et coût : (Tarif exonéré de TVA – Art. 261.4-4.a du CGI)

■ Tarif – inscription individuelle en visioconférence – Deux options de financement :

- 240 € TTC facturés à la Caisse des Dépôts (DIF Élu).
- 280 € TTC si prise en charge sur le budget de la collectivité.

Dates et horaires de la session programmée :

Cette session se déroule en visioconférence, sur une demi-journée (3 heures de formation) :

- **Jeudi 5 novembre 2026, de 9h00 à 12h00.**

Inscription DIF Élu : [accéder à la page d'inscription sur moncompteformation.gouv.fr](#)

Inscription DIF Élu : à valider au moins 11 jours ouvrés avant le premier jour de formation, soit au plus tard le mercredi 21 octobre 2026 (week-ends et jours fériés déduits).

Pour nous contacter :

S.A.S. FDEL (Formation Des Élus Locaux)

Siège social : 49, Avenue du Général de Gaulle 79200 PARTHENAY

Téléphone fixe : 05 49 71 17 03

Téléphone mobile : 06 71 61 73 49

Adresse électronique : gilbertfr@formationdeseluslocaux.fr

Numéro de SIRET : 88982928900012

Conditions générales de vente sur le site :

<https://www.formationdeseluslocaux.fr>

Déclaration d'activité en tant que prestataire de formation enregistrée sous le numéro 75790137279 auprès de la préfète de région Nouvelle-Aquitaine



Notre organisme de formation est agréé par le ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités locales depuis le 23 mars 2021 pour dispenser des formations aux élus locaux

SAS FDEL

49 avenue du Général de Gaulle
79200 PARTHENAY
Téléphone fixe : 05 49 71 17 03
Téléphone mobile : 06 71 61 73 49
Numéro de siret : 88982928900012
Société agréée par le ministère de la
Cohésion des territoires et des
relations avec les collectivités locales

**BULLETIN D'INSCRIPTION A LA FORMATION
La lutte contre la corruption**

Lieu : en visioconférence

Durée : La formation se déroule sur une demi-journée soit : 3 heures

Date : Jeudi 5 novembre 2026, de 9h00 à 12h00

Tarif DIF ELU (facturation à la caisse des dépôts) : 240 € TTC

Tarif COLLECTIVITE : 280 € TTC Exonération de TVA – Art. 261.4-4.a du CGI

Deux moyens de s'inscrire selon le choix du financement :

Choix 1 pour le financement DIF ELU ou **Choix 2** pour un financement par la collectivité

Choix 1 - Financement DIF élu : comment vous inscrire ?

- Connectez-vous sur la plateforme moncompteformation.gouv.fr
- Accédez directement à la page d'inscription à la formation en cliquant sur ce lien :
[s'inscrire à la session du jeudi 5 novembre 2026 sur moncompteformation.gouv.fr](https://moncompteformation.gouv.fr)
Date limite d'inscription DIF Élu : mercredi 21 octobre 2026 (la demande doit être validée au moins 11 jours ouvrés avant le premier jour de formation).
- o Pour connaître les étapes détaillées d'inscription avec le DIF Élu : [cliquez-ici](#)
- o Si vos droits ne couvrent pas l'intégralité du coût, la collectivité peut compléter le financement : [cliquez-ici](#)
- o Si vous ne souhaitez pas utiliser l'identité numérique de La Poste : suivez ce guide : [cliquez-ici](#)



Choix 2 - Financement collectivité : comment vous inscrire ?

- Complétez le formulaire d'inscription ci-dessous (un par personne).
- Envoyez cette page par e-mail à : gilbertfr@formationdeseluslocaux.fr
- Vous pouvez également utiliser le formulaire intitulé [inscription en ligne](#) sur notre site internet.



1 FORMATION SOUHAITEE :

Nom de la session : **La lutte contre la corruption**

Date de la session : **Jeudi 5 novembre 2026, de 9h00 à 12h00**

Lieu de la session : **en visioconférence**

2 ETAT CIVIL DU PARTICIPANT A LA FORMATION :

Madame ☐ Monsieur ☐ Nom : Prénom :

3 COORDONNEES PERSONNELLES DU PARTICIPANT :

Téléphone : Courriel :

4 MANDAT OU FONCTION DU PARTICIPANT :

Maire ☐ Maire Adjoint ☐ Conseiller (e) Municipal(e) ☐ de votre commune
Président ☐ V. Président(e) ☐ Conseiller(e) ☐ d'une communauté de communes ou d'agglomération
Conseiller départemental ☐ Conseiller régional ☐ Agent de la collectivité ☐ Autre ☐

5 COLLECTIVITE :

Intitulé de la collectivité : (exemple : mairie, communauté de communes...) :

Adresse :

Code postal : Commune : Numéro de siret :

Représentant légal de la collectivité :

Madame ☐ Monsieur ☐ Nom : Prénom :

Fonction : (Maire – Président)

Téléphone de la collectivité : Courriel de la collectivité :

Personne en charge dans la collectivité de la gestion administrative de l'inscription (si différente du participant)

Madame ☐ Monsieur ☐ Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

Dans le cadre de l'accueil des personnes en situation de handicap sur nos formations, nous vous remercions de nous signaler si vous avez un besoin de compensation pour accéder à la formation. A partir de l'expression de vos attentes, nous mettrons en place un accueil et un accompagnement spécifiques pour favoriser l'accès à la formation que vous souhaitez suivre.

J'ai un besoin de compensation oui ☐ non ☐